

Convention relative aux ouvrages nécessaires à l'exercice de la compétence en matière d'organisation de la mobilité sur le territoire de la Ville de SELONCOURT

ENTRE

La communauté d'agglomération « Pays de Montbéliard Agglomération », sise 8 avenue des Alliés à Montbéliard (25200), SIRET n° 20006564700097 CODE ape 4931Z (budget annexe 5 - Transport Urbain), représentée par son Président en exercice, Monsieur Charles DEMOUGE, dûment habilité par une délibération du Bureau en date du _____,
Ci-après dénommée « Pays de Montbéliard Agglomération » ou « PMA » ou « le maître d'ouvrage »,

ET

La commune de Seloncourt, sise 131 rue du Général Leclerc CS 29009 à Seloncourt (25230), SIRET n°21250539000014, représentée par son Maire en exercice, Daniel BUCHWALDER, dûment habilité par une délibération du Conseil Municipal en date du 09/06/2020,
Ci-après dénommée la ville de Seloncourt

Et conjointement dénommées « les Parties »,

Préambule

Cette convention a pour but de permettre à PMA d'assurer sa compétence en termes d'organisation de la mobilité sur le territoire de l'agglomération, et en particulier sur le territoire de la Ville de Seloncourt.

Il est en outre rappelé que le projet de THNS, dénommé évolitY, a fait l'objet d'une déclaration de projet lors de la délibération en conseil d'agglomération du 4 octobre 2013 et d'un arrêté de DUP le 18 novembre 2013, puis l'objet d'une déclaration de projet modificative le 1^{er} juin 2017 et d'un arrêté de DUP modificative le 5 juillet 2017.

Le projet de piste cyclable reliant Audincourt, Seloncourt et Hérimoncourt a, quant à lui, fait l'objet de validations en comité de pilotage (élus de PMA et communes concernées par le tracé de la piste) en juin 2019, suivi d'une délibération en conseil du 22 novembre 2019 (Délibération N°C2019/159).

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ligne de Transport à Haut Niveau de Service (THNS) pour l'Agglomération du Pays de Montbéliard,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2017 déclarant d'utilité publique la modification des travaux nécessaires à la réalisation de la ligne de Transport à Haut Niveau de Service (THNS) sur la commune de Montbéliard,

Vu la compétence voirie de la Ville de Seloncourt sur le domaine public de la commune,

Vu la compétence mobilité de Pays de Montbéliard Agglomération,

Les conditions de remise d'ouvrage, d'affectation ou de propriété, d'entretien et de renouvellement, sont décrites dans la présente convention et ses annexes.

Liste des travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage PMA dans le cadre du projet de THNS :

Objet et localisation	Description de l'intervention
Rue de la Pâle	Sur 317m, depuis la rue de l'Industrie jusqu'à la rue Louis Bainier, aménagement piste cyclable double sens, cheminement piétons, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, accès terrains agricoles. La largeur de voirie est réduite à 5,50m entre la rue des Champs et la rue Bainier.
Rue de l'industrie	Aménagement de la traversée du stationnement au droit de la boulangerie au carrefour RD34/Rue de l'Industrie. Sur 250 m, du carrefour avec la RD34 au carrefour avec la rue de La Pale, Aménagement piste cyclable double sens, cheminement piétons, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, accès riverains. Traversée rue de la pale et voie verte double sens devant stationnement GALVANOPLAST (réduction de la largeur de voirie à 6,50 m).
Station Les Noyers	Aménagement des 2 quais, bordures quais 2x23 m, 2 abris, revêtement pavés 69 m ² et 80m ² , pose BIV et mâts éclairage, création traversées piétonnes raccordement aux trottoirs, traversée de voiries réseaux secs.
Rue d'Audincourt	Aménagement piste cyclable double sens, depuis le carrefour rue des vignottes, cheminement piétons, stationnements commerces, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, accès riverains sur 163 m jusqu'au carrefour rue des noyers, passage derrière station bus la Malletière. Aménagement piste cyclable double sens, de la station bus la Malletière, cheminement piétons, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, accès riverains sur 203 m jusqu'au carrefour rue des bessots. Aménagement traversée cycles, puis piste cyclable double sens, cheminement piétons, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, accès riverains, sur 131 m jusqu'au rond-point rue de l'industrie.
Carrefour 539_K1	Reconfiguration du carrefour, création ilots, reprise trottoir côté rue des vignottes, sécurisation 2 traversées piétonnes, réservation accès commerce, Modification de la SLT selon normes en vigueur et avec système de priorité bus.
Rue d'Audincourt	Aménagement traversée cycles, puis piste cyclable double sens, cheminement piétons, espaces verts, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, accès riverains sur 174 m jusqu'au carrefour rue des vignottes aménagement des traversées cyclable (Réduction de la largeur de voirie à 6,50 m)
Station 08 Mai	Aménagement des 2 quais, bordures quais 18 m et 22 m, 2 abris, revêtement pavés 90 m ² , pose BIV et mâts d'éclairage, création traversée piétonne Reprise raccordements trottoir et modification entrée giratoire.
Av. Général Leclerc	Reprise raccordements trottoir et modification entrée giratoire. Traçage piste cyclable dans le carrefour sur 70 m, aménagement piste derrière station 8 mai sur 47 m. Reprise traçage bifurcation rue de la fonderie.
Rue de la Fonderie, promenade Charles de Gaulle, Parking centre culturel	Continuité cyclable depuis la Boulangerie rue du Général Leclerc jusqu'à la traversée cyclable de la RD gérée par feux tricolores. Marquage au sol et signalisation directionnelle. Environ 400 m.
Station Espérance	Aménagement des 2 quais, bordures quais 2x18 m, 2 abris, revêtement pavés 84 m ² , pose BIV et mats éclairage, création 2 traversées piétonnes, modification et reprise trottoir sur 80m coté supermarché
Carrefour 539_K4	Aménagement traversée protégée, création d'un carrefour à feux en vue de sécuriser la traversée de la RD34 par les cyclistes
Av. Général Leclerc	Depuis rue de l'espérance jusqu'à station Espérance aménagement de 148,5 m de piste cyclable double sens, et cheminement piétons, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, potelets. Passage derrière la station, 133 m de voie verte. Aménagement de 155 m de piste cyclable double sens, et cheminement piétons, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, potelets,

	traversée protégée, carrefour à feux. (Réduction de la largeur de voirie à 6,50 m)
Station Berne	Aménagement des 2 quais, bordures quais 2x23 m, 2 abris, revêtement pavés 133 m ² , reprise de trottoir sur 90 m et raccordement rondpoint, décalage axe de voirie, création espaces verts, places de stationnement et raccordement rondpoint et piste cyclable. pose BIV et mâts d'éclairage, création traversée piétonne.
Rue de Berne	Aménagement de 293 m de piste cyclable double sens entre le carrefour des engrenages et l'impasse des Ranchots, dont 137 m double sens avec ilot central, pose de bordures chasse roue, revêtement, signalisation, accès riverains. (Réduction de la largeur de voirie à 6,50 m)
Rue des Carrières, rue des Minimes, rue des Cités	Continuité cyclable sur rues existantes depuis le carrefour des engrenages jusqu'à la piste cyclable en site propre d'Hérimoncourt au niveau du Chemin de Berne. Marquage au sol et signalisation directionnelle. Environ 800 m.

Ceci étant exposé, les Parties ont convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les engagements respectifs des Parties en termes de propriété, gestion et entretien des différents ouvrages construits, sous maîtrise d'ouvrage de Pays de Montbéliard Agglomération, dans le cadre du projet THNS et du projet de piste cyclable reliant Hérimoncourt Seloncourt et Audincourt, et dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence de PMA en matière d'organisation de la mobilité.

Cette convention a également vocation à déterminer les engagements respectifs des Parties en matière de gestion et entretien de l'ensemble des ouvrages préexistants et nécessaires à la mise en œuvre de la compétence susvisée.

Article 2. Définition des différents ouvrages

Les différentes catégories d'ouvrages concernés par la présente convention, dont notamment les voiries, les trottoirs, les arrêts de bus, l'éclairage, les feux de signalisation tricolore, les espaces verts, les réseaux et avaloirs de toute nature, la vidéosurveillance, la signalisation, sont définis en annexe 1.

Article 3. Remise des ouvrages et propriété des ouvrages

L'annexe 2 listera de manière exhaustive l'intégralité des ouvrages réalisés sur la commune de Seloncourt, répartis selon les catégories de l'annexe 1.

La remise des différents ouvrages à la Ville s'effectuera sous couvert d'un procès-verbal global de remise d'ouvrage établi contradictoirement entre les Parties.

La remise des espaces verts sera réalisée par PMA et la ville en conformité avec les clauses prévues dans les marchés correspondants (période de garantie, de confortement,...).

La remise d'ouvrage sera accompagnée de la remise des DIUO (Dossier d'intervention Ulérieure sur Ouvrage, comprenant le Dossier des Ouvrages Exécutés et les préconisations en termes de sécurité).

Au moment de la signature dudit procès-verbal, les Parties seront réputées accepter et connaître parfaitement l'état de l'ensemble des ouvrages dont elles sont propriétaires et/ou affectataires.

Pour chacun des ouvrages, la qualité de propriétaire ou d'affectataire des Parties à la convention est précisée au titre de l'ensemble des ouvrages existants à ce jour dans le tableau de l'annexe 1 de la présente convention.

Article 4. Gestion et entretien des ouvrages

Les différentes opérations d'entretien courant des ouvrages (nettoyage, déneigement, ...) s'effectueront selon la répartition prévue dans le tableau joint en annexe 1 de la présente convention.

Chacune des Parties propriétaire ou affectataire des différents ouvrages est responsable de ces derniers et des dommages quelconques qu'ils pourraient causer, et supporte les dépenses de réparations, de renouvellement et/ou investissement y afférant.

Dans le cas où une intervention d'urgence sera nécessaire, le propriétaire ou affectataire de l'ouvrage est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer sans délai l'autre Partie.

En cas d'intervention en urgence du propriétaire en lieu et place de l'affectataire, l'affectataire aura à sa charge la réparation définitive.

Si la réparation n'est pas réalisée dans un délai de 2 mois par l'affectataire, alors le propriétaire pourra entreprendre la réparation nécessaire et la facturer à l'affectataire.

Article 5. Servitudes – Informations nécessaires pour traiter les Déclaration de Travaux (DT) et les Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)

Dans les trois mois qui suivront la remise des ouvrages visée à l'article 2 ci-dessus, PMA mettra à disposition du service Voirie de la Ville de Seloncourt, chargé de la coordination des travaux sur la voie publique, les Dossiers d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (DIUO) et les Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).

Les Parties s'engagent à régulariser les éventuelles servitudes et/ou diligences afin de mettre à jour le cadastre pour les ouvrages dont elles sont propriétaires ou affectataires.

Article 6. Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée par les Parties sous couvert de la conclusion d'un avenant exprès.

S'agissant de l'intégration, la modification substantielle ou la suppression de l'un quelconque des ouvrages objet de la présente convention, la Partie propriétaire ou affectataire de l'ouvrage concerné s'engage à prévenir l'autre Partie par courrier au moins un mois avant la réception des travaux. En cas d'intégration d'un nouvel ouvrage, un procès-verbal de remise d'ouvrage sera conclu entre les Parties.

Les Parties conviennent de mettre à jour l'intégralité des informations recensées à l'annexe 2 de la présente convention, par la conclusion d'un avenant annuel.

Article 7. Entrée en vigueur et durée

La présente convention entre en vigueur au jour de sa signature. Elle est conclue pour une durée de 30 ans.

Article 8. Portée – Ensemble contractuel

Les engagements entre les Parties sont portés par la présente convention et ses annexes.

Elle annule et remplace les engagements antérieurs existants entre les Parties ayant trait au même objet, le cas échéant.

Article 9. Impôts et taxes, et foncier bâti et non bâti

Sans objet

Article 10. Pouvoirs de police

Considérant l'arrêté de renonciation à l'exercice du pouvoir de police administrative afférent à la compétence en matière de voirie (n°A2017-092 du 20 juillet 2017) pris par le Président de PMA, le maire exerce le pouvoir de police afférent à la compétence voirie conformément aux dispositions des articles L2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 11. Modalités financières

Certains abris bus sont raccordés sur le réseau d'éclairage Public de la Ville de Seloncourt. La consommation électrique correspondante est détaillée dans l'annexe 2 de la présente convention.

PMA paiera annuellement à la ville de Seloncourt, le cout de cette consommation électrique, pour une utilisation moyenne d'heures par an, à un cout unitaire étant celui payé par la ville pour son réseau d'éclairage public.

Article 12. Clause résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect de l'une ou plusieurs de ses clauses et/ou des lois et règlements en vigueur en la matière.

La résiliation sera prononcée à l'expiration d'un délai de 1 an suivant l'envoi à l'autre Partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de s'exécuter, restée infructueuse.

Article 13. Droit applicable – Règlement des différends

Le droit applicable à la présente convention est le droit français.

A défaut de règlement amiable entre les Parties, les contestations de toute nature, qui pourraient s'élever entre les Parties relatives à l'interprétation et/ou l'application de la présente convention, seront soumises au Tribunal Administratif de Besançon.

Article 14. Nullité d'une clause

Si l'une ou l'autre des clauses de la présente convention s'avérait être déclarée invalide, les Parties se réuniront dans les plus brefs délais afin de la renégocier et la remplacer de façon expresse.

Article 15. Indépendances des parties

Pays de Montbéliard Agglomération et la Commune de Seloncourt, Parties à la convention, sont des personnes morales indépendantes l'une de l'autre.

Fait en 3 exemplaires originaux à _____, le

Pour Pays de Montbéliard Agglomération,
Le Président,

Pour la Ville de Seloncourt,
Le Maire,

Monsieur Charles DEMOUGE

Monsieur Daniel BUCHWALDER